



Ville de

**Mandeure**

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2025/066

République Française

Liberté – Egalité – Fraternité

**Arrêté du Maire**

**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR  
UN DÉBIT TEMPORAIRE  
Débit de boissons 3<sup>ème</sup> catégorie**

Monsieur le Maire,

**DEBIT DE  
BOISSONS  
CATEGORIE 3**

Je soussigné **Madame GUILLAUME**  
Prénom : CORALIE  
Profession ou qualité : PRESIDENTE APCM  
34 RUE DE LA LIBERATION 25350 MANDEURE

À l'honneur de solliciter de votre bienveillance, l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire  
SUR LE PARKING DU CENTRE CULTUREL JEAN D'ORMESSON  
Le vendredi 29 août 2025 de 17h à 23h à l'occasion du marché du soir de PMA.

Signature

Le 17 juillet 2025,

(1) *Foire, vente ou brocante, fête...*

**ARRÊTÉ du MAIRE**

Le Maire de la commune de MANDEURE

Vu la demande ci-dessus,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales en ses articles L 2131, L 2212-1, L2212-2, L2212-5, L 2215-1 et L 2215-3 ;  
Vu l'article L3334-2 du Code de la Santé Publique  
Vu l'arrêté Préfectoral n° 2012016-0013 du 16 Janvier 2012 réglementant la police des débits de boissons

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup> : Madame GUILLAUME est autorisée à ouvrir un débit exceptionnel et temporaire de boissons de 3<sup>ème</sup> catégorie, le vendredi 29 août 2025 de 17h à 23h à l'occasion du marché du soir de PMA.

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire de Mandeure dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Besançon 30 rue Charles NODIER – 25000 BESANCON, dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Article 3 : Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie territorialement compétent, Monsieur le Brigadier-Chef principal de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté

Publié sur le site internet le :

18 juillet 2025

Fait à MANDEURE le 17 juillet 2025.

Le Maire,

Jean-Pierre HOCQUET

